



DOSSIER

Engagé-e-s dans la transition écologique juste

Réalisé par Tristan Brams, Aline Noël et Alexis Torchet

Avec les canicules et la crise énergétique, les enjeux climatiques ont désormais pris une place centrale dans nos vies. Présente dans les réflexions et les pratiques, professionnelles comme syndicales depuis longtemps, il nous faut aujourd'hui nous engager pleinement dans la transition écologique juste.

Ce dossier fait le point sur les enjeux qui concernent nos systèmes d'éducation et de formation, avec leurs dimensions à la fois pédagogiques et syndicales.

L'UNESCO A PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022 « Les futurs de l'éducation », un rapport qui redéfinit de façon ambitieuse les finalités de l'École : « Au XX^e siècle, dans les politiques publiques, l'éducation avait pour objectif principal de soutenir les efforts nationaux en matière de citoyenneté et de développement, sous la forme d'une scolarité obligatoire pour les enfants et les jeunes. Néanmoins, aujourd'hui, les risques majeurs qui menacent l'humanité et la planète nous obligent à réinventer de toute urgence l'éducation afin de mieux nous préparer aux défis qui se profilent à l'horizon. Cette réinvention suppose de travailler ensemble à la création de futurs solidaires et communs. Le nouveau contrat social pour l'éducation doit nous réunir autour d'initiatives collectives. Les savoirs et les solutions qu'il permettra de produire assureront à tous des futurs durables et pacifiques, marqués par la justice sociale, économique et environnementale. Ce contrat doit enfin, comme le fait ce rapport, défendre le rôle des enseignants¹. »

QUELLE ÉCOLE POUR DEMAIN ?

Dans le contexte du changement climatique, la question de la finalité, de l'objectif, de l'utilité de l'École est fondamentale. De quel bagage de compétences et de connaissances faut-il doter les élèves qui entreront en petite section de maternelle en septembre prochain ? Ils sortiront en effet du système de formation initiale au début des années 2040, dans un monde qui aura déjà été profondément bouleversé par le changement climatique. En d'autres termes, quel curriculum scolaire pour les futur-e-s citoyen-ne-s acteur-trice-s de la transition écologique ? Ce sujet n'a pas trouvé sa place dans ce qu'aurait dû être la campagne présidentielle, à savoir une grande conversation démocratique². Faute d'orientation claire, le système éducatif navigue à la godille, sans perspective de long

ni même de moyen terme. Faute de sens, c'est le pilotage par les procédures qui s'impose, avec des effets toxiques sur le travail.

CE QUI SE PRATIQUE AUJOURD'HUI

Il ne s'agit pas de dire que rien ne se fait en matière d'éducation au développement durable : sa place a été affirmée et réaffirmée dans la Charte de l'environnement de 2004³, la loi dite de refondation de 2013⁴, la loi pour une École de la confiance de 2019⁵ et la loi dite climat et résilience de 2021⁶. On élit désormais des écodélégués, le Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté a gagné un E (CESCE) pour intégrer l'environnement. Souvent portées par des collègues convaincu-e-s, de nombreuses initiatives se développent, que ce soit sur le plan pédagogique ou dans la vie de nos écoles et établissements, souvent en lien avec des labellisations Éducation au développement durable (EDD) et les collectivités territoriales de rattachement. Les programmes ont été amendés pour davantage tenir compte de la nécessité d'éduquer au développement durable.

Le Conseil supérieur des programmes a même publié un « référentiel de compétences au service de l'EDD dans le cadre scolaire » (téléchargeable sur le site du MEN). Particulièrement intéressant, il s'inspire du référentiel *GreenComp* de l'Union européenne (lire p. 11), du guide « Développement durable et responsabilité sociétale » et des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU en matière d'apprentissage.

CE QU'IL FAUT CHANGER

Mais cette « éducation à » reste un supplément d'âme à un système éducatif qui continue à être structuré sur une double logique. D'une part, une organisation sur le principe « une classe, un enseignant, un programme académique, une année » ; d'autre part, une écriture des programmes qui se préoccupe

d'avantage de ce qui doit être enseigné plutôt que de ce qui est effectivement appris – le nouveau programme de sciences et techniques du cycle 3 en est un exemple patent. Le Sgen-CFDT a réaffirmé lors de son dernier congrès la nécessité – pour éduquer et former pour un monde en transition écologique – de passer clairement à « une approche curriculaire des savoirs qui prenne en compte les compétences pour vivre, ou *Life skills*, et qui facilite l'ancrage de nos actions d'éducation et de formation dans les territoires. » Une telle évolution nécessite un préalable, celui de faire confiance aux personnels. Le chemin est encore long.

¹ <https://urlz.fr/m6Ed>

² Cf. « La grande conversation 2022, entretien avec Thierry Pech » : <https://urlz.fr/migP>

³ <https://urlz.fr/fMl8>

⁴ Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, <https://urlz.fr/m6Eh>

⁵ Loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, <https://urlz.fr/m6El>

⁶ Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, <https://urlz.fr/glio>

Retrouvez
l'intégralité du dossier
sur notre site
www.sgen-cfdt.fr

Pour réagir à ce dossier
transitions@sgen.cfdt.fr

3 questions à Tremeur Denigot

Dans quel contexte a été lancée la Coalition « Éducation pour le climat » ?

Le cadre stratégique s'inscrit dans le contexte du Pacte vert¹ dont l'objectif politique négocié par les États membres de la Commission européenne est d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Pour réussir la transition écologique, l'impasse ne peut être faite sur la nécessité de développer des compétences – au sens de connaissances, d'attitudes et d'aptitudes (*skills*) – pour former les citoyens et les professionnels responsables de demain. Si l'apport de l'éducation est indispensable, rappelons qu'elle reste la compétence propre de chaque État membre. L'Union européenne s'est aussi demandé quel soutien elle pouvait leur apporter.

L'étape cardinale a été l'adoption en juin 2022 d'une recommandation sur l'apprentissage au service de la transition écologique et du développement durable², texte par lequel les États membres s'accordent sur la priorité de ces sujets. Incitatif sans être obligatoire, il stimule l'inspiration par l'ampleur des idées partagées, encourage l'investissement et facilite la coopération. L'esprit général est de favoriser les approches expérientielles de l'apprentissage et de décloisonner les pratiques en ouvrant l'École sur son environnement (notamment les mondes scientifique et professionnel) et en privilégiant la transdisciplinarité. L'éducation au développement durable étant par nature transversale, elle doit être la préoccupation de tous les acteurs éducatifs qui doivent la faire percoler au travers de tous les apprentissages. Tout comme l'école doit se numériser, elle doit se durabiliser !

Un référentiel de compétences sur la durabilité³ accompagne la recommandation – travail essentiel car la notion de compétences vertes restait floue et erratique. Cet outil pratique, très bien reçu par la communauté éducative, est une source d'inspiration comme pour le système éducatif français qui a produit son propre référentiel sur cette base.

Quel est le rôle de la Coalition ?

La Coalition est une action phare de l'Espace éducatif européen. Elle travaille à rapprocher dans une communauté de pratiques les apprenants et enseignants engagés dans l'éducation au climat et les partenaires tels que les ONG, associations, syndicats, administrations, centres de recherche, tous engagés autour de l'objectif commun de renforcer les capacités au niveau européen en termes d'apprentissage au service de la transition écologique... Elle vise aussi, ce faisant, à dynamiser les politiques publiques pour transformer l'École en permettant la cocréation entre ceux qui inspirent, décident ou déploient les politiques éducatives et ceux qui agissent sur le terrain. La communauté repose sur une plateforme

collaborative⁴, publique et institutionnelle, que les membres sont invités à s'approprier : l'inscription est individuelle et chacun est libre de partager tout ce qu'il souhaite en relation avec l'éducation verte. Nul besoin de parler anglais (au sein des groupes pays, les membres utilisent leur langue native) ni d'appartenir à l'Union européenne pour participer.

Au niveau transnational, toutes les initiatives sont en anglais mais des coordonnateurs bénévoles font le lien avec les groupes pays. D'ailleurs, les volontaires (qui bénéficient d'une reconnaissance pour cet investissement) sont bienvenus. Tout se fait en totale transparence : pas de tchat pour des raisons de sécurité, les mineurs ayant accès à la plateforme. Chaque année, ont lieu deux grands événements : les Journées de l'éducation pour le climat (dont la troisième édition portera sur les compétences vertes) et un forum politique (occasion de faire dialoguer les acteurs des politiques publiques qui œuvrent aux niveaux européen et national).

Un premier bilan ?

La prise de conscience des États membres concernant l'urgence à faire la transition écologique ouvre une fenêtre d'opportunité pour œuvrer en s'appuyant sur l'intelligence collective. La tendance est bonne, mais il reste toutefois fort à faire. La communauté est forte de 6 000 membres et des acteurs clés de l'éducation au développement durable participent aux Journées et au forum politique. La Coalition pour l'éducation au climat est une plus-value au niveau transnational dans un écosystème de plus en plus riche. Nous devons poursuivre cette dynamique en assurant une large communication autour des initiatives menées pour inciter de plus en plus de monde à participer afin d'atteindre une masse critique et contribuer à l'accélération des changements pour rendre nos systèmes éducatifs et de formation plus durables.

• **Propos recueillis par Aline Noël**

¹ <https://urlz.fr/mivl>

² <https://urlz.fr/maYG>

³ « GreenComp, Le cadre européen des compétences en matière de durabilité » : <https://urlz.fr/jku> (version française à télécharger dans la page).

⁴ <https://education-for-climate.ec.europa.eu/community/>



Depuis 2020, **TREMEUR DENIGOT** est expert en éducation auprès du Centre commun de recherche (Joint Research Centre) de la Commission européenne.

Au travail pour le climat : formation des militant-e-s et personnels

Par **Tristan Brams**

Climat, biodiversité, eau, déchets, plastiques... les enjeux écologiques sont nombreux, complexes et imbriqués. S'ils ne sont pas récents, ils sont aujourd'hui urgents du fait de leur prise en compte insuffisante dans le passé. Bien les appréhender est nécessaire pour adopter de bonnes décisions. Il ne s'agit pas de devenir des spécialistes de ces questions, mais de pouvoir se reposer sur le consensus scientifique pour ne pas être victimes des fausses informations propagées par ceux qui ont intérêt à nous orienter dans de mauvaises directions – un peu comme l'ont fait les fabricants de cigarettes ou les compagnies pétrolières.

Mais ce besoin de formation ne vient pas seulement satisfaire notre curiosité intellectuelle. À la suite de l'Organisation internationale du travail, la CFDT promeut une transition juste, laquelle fait des citoyens, et plus encore des salariés et de leurs syndicats, des acteurs clés pour définir une trajectoire de transition. L'objectif est de prendre des décisions appropriées pour atténuer les crises et nous adapter aux effets qu'elles produisent. La transition juste, ce n'est pas celle décidée unilatéralement par les employeurs (publics ou privés) et les pouvoirs publics. La transition juste doit préserver les possibilités d'emploi, réduire les inégalités et faire reculer la pauvreté.

Pour ces motifs, la formation des collègues, et en premier lieu des adhérents engagés au Sgen-CFDT, est cruciale. Après avoir pris la mesure des enjeux, il s'agit donc de nous mettre au travail pour réaliser cette transition juste.

Le modèle de formation que nous mettons en œuvre concerne d'abord le dérèglement climatique. Il comporte une première phase de sensibilisation au moyen de la Fresque du Climat, afin d'acquérir des bases fortes sur les mécanismes de ce dérèglement en lien avec les activités humaines. Une fois cette base posée, il s'agit pour nous de permettre aux collègues de définir un projet propre à leur lieu de travail, à ses spécificités, en utilisant les leviers de l'action syndicale.

Concrètement, nous identifions trois problématiques principales en lien avec les émissions de gaz à effet de serre en France : les bâtiments, la restauration collective, les déplacements. Nous y ajoutons le numérique, au cœur de nos pratiques professionnelles et des interrogations sur notre travail. Cela ouvre aussi sur d'autres enjeux écologiques que ceux du climat. Il nous faut identifier des ressources et des partenaires sur lesquels s'appuyer afin de proposer des actions collectives pour améliorer les conditions de travail et redonner du pouvoir de vivre, pour également réduire les émissions de gaz à effet de serre des activités que nous réalisons.

Si ces formations ne durent pour l'instant qu'une journée, nous réfléchissons à leur donner plus d'ampleur afin d'outiller encore mieux les collègues. Nous constituons également un réseau interne au Sgen-CFDT et au sein de la CFDT pour mutualiser les ressources et les expériences. Pour accéder à ces formations, contactez votre syndicat Sgen-CFDT.

Les questions pédagogiques ne sont pas éludées, mais elles relèvent davantage de la formation professionnelle. Nous orientons donc les collègues vers la formation continue ou vers des organisations comme le Cercle de Recherche et d'action pédagogique (Crap), éditeur des *Cahiers pédagogiques* ou l'Office for Climate Education (OCE) et, pour ne pas rester isolés, la plateforme européenne d'Éducation pour le climat (lire p. 11). Bien sûr, nous portons ces enjeux au niveau national pour que la transition entre davantage dans les programmes et le fonctionnement des établissements.

Retours de professeur-e-s des écoles sur la formation Sgen-CFDT

« Très sensible aux modifications climatiques et à l'environnement, j'avais envie d'en parler dans le cadre professionnel. Cela donne plus de profondeur, et c'est vraiment agréable de pouvoir en discuter au-delà de la famille.

C'est une formation très riche. J'étais soulagée de voir qu'autant de personnes étaient concernées par ces enjeux climatiques. La Fresque du Climat a été un atelier intéressant, évidemment, qui nous a conduit à l'empreinte carbone et aux moyens de la diminuer.

Je suis très sensible à l'utilisation des objets et au recyclage des déchets, mais avant de les recycler, j'aime l'idée de ne pas les acheter. J'envisage l'année prochaine de faire une liste de fournitures scolaires vertes : demander le moins de choses possible, utiliser les colles rechargeables, des feutres effaçables en bois ou privilégier le papier recyclé. »

Jane (Bouches du Rhône)

« Je me sens concerné par la problématique du réchauffement climatique et de son impact depuis de nombreuses années et je suis éco-anxieux.

J'ai découvert la Fresque du Climat que je ne connaissais pas du tout. J'ai été "rassuré" de constater que la problématique du réchauffement climatique était appréhendée par d'autres collègues et surtout était sérieusement reprise par un grand syndicat tel que la CFDT qui peut actionner des leviers sur le plan politique.

Je me suis ensuite formé à l'animation de la Fresque pour à mon tour animer cet atelier dans un cadre professionnel ou privé. Muté dans une nouvelle école à la rentrée, je vais essayer de la faire entrer dans une démarche de labellisation E3D comme mon école actuelle. J'estime être un prof "en transition" et je réfléchis avec d'autres pour rendre notre métier plus écoresponsable dans les pratiques de classe, le choix du matériel... »

Fabien (Bouches du Rhône)

« "Fresque sur le climat et orange verte", le titre de la formation m'avait interpellé et j'y ai embarqué deux personnes avec moi.

Le contenu de la journée m'a surpris. C'était une formation "Éducation nationale" mais elle allait bien au delà, du fait de l'apport des connaissances et de la présentation des ressources du site CFDT - site qu'on ne connaît pas en tant que "syndiqué-e-s de base".

Mon établissement est un très vieux collègue, il y a beaucoup de travail à y faire. La première chose à laquelle nous avons un peu réfléchi, c'est l'aménagement de la cour : des pistes nous ont été données, ainsi que des ressources. »

Emmanuelle (Moselle)

NOUS VIVONS CE QUE NOUS CHANGERONS !

Ce slogan de la CFDT s'applique particulièrement bien à la démarche que nous voulons adopter face aux crises écologiques et, singulièrement, au dérèglement climatique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) ne cesse de le dire : nous avons les moyens de respecter l'Accord de Paris. Et chaque pas accompli dans cette direction compte. En 2012, lors de notre congrès de Décines, nous écrivions déjà que la fédération et les syndicats devaient intégrer un Agenda 21, privilégier les outils écologiques et adopter une démarche durable (art. 1.1.8.8). Voici nos engagements pour 2023.

Sensibiliser pour agir

Nous sommes convaincu-e-s que pour construire le monde que nous voulons, il faut d'abord le comprendre. Ce que nous voulons pour les adhérent-e-s, nous le voulons d'abord pour nous, militant-e-s. La commission exécutive de la fédération et l'appareil fédéral recevront cette formation de base avec la Fresque du Climat lors du secrétariat fédéral de juillet 2023. S'approprier les enjeux du dérèglement climatique et revoir nos fonctionnements et nos revendications à l'aune de la transition écologique, cela commence par là. Nous proposerons au nouveau conseil fédéral élu à l'issue du congrès de Lorient et aux militant-e-s des syndicats de suivre la même formation.

Bilan carbone

Nous allons dresser le bilan carbone de notre fédération. L'article L229-25 du Code de l'environnement rend obligatoires les bilans d'émission de gaz à effet de serre pour de nombreuses organisations. Il s'agit de définir les mesures de réduction de nos émissions pour progresser vers la neutralité carbone en 2050. La fédération choisit d'avoir recours à cet outil pour identifier les thématiques dont nous devons nous saisir en priorité et mettre en place une feuille de route pour réussir notre transformation. Nous proposerons ensuite à chaque syndicat Sgen-CFDT de mener son propre bilan carbone en suivant la même méthodologie.

Entretien avec Joachim Dendievel "On ne mène pas des projets dans un lieu de travail sans que cela soit collectif"

* JOACHIM DENDIEVEL EST SECRÉTAIRE RÉGIONAL DE L'UNION RÉGIONALE INTERPROFESSIONNELLE CFDT-OCCITANIE.



Quelle a été l'origine de ton engagement pour la transition écologique juste ?

• Professeur d'histoire-géographie, syndiqué au Sgen-CFDT et préoccupé par la question du développement durable, je suis arrivé en 2005 dans l'académie de Montpellier, après un passage par celle de Créteil. Le lycée Montauray – devenu Albert Camus – venait de changer de proviseur et nous définissions un nouveau projet d'établissement. Au même moment, la région Languedoc-Roussillon lançait un projet intitulé « Lycée 21 » avec une méthodologie dont nous nous sommes emparés avec quelques collègues. Nous avons mis en place un Agenda 21 (en référence au texte du sommet de Rio de 1992) et un groupe de pilotage, le Conseil 21, qui réunissait des personnels et des élèves. La première année, dans le cadre de l'éducation civique, juridique et sociale, nous avons fait travailler trois classes de Seconde et publié, à la fin de l'année, un Agenda 21 de quarante pages qui établissait un diagnostic sur des thématiques comme l'eau, l'énergie, les transports, le papier, l'information et la sensibilisation, la cantine et la cafétéria, les achats et les déchets, les espaces verts et la biodiversité. Pour ce diagnostic, les élèves avaient mené des recherches et interrogé les services du lycée. Ils ont aussi proposé des solutions et des actions. Ce fut le point de départ d'un projet qui a duré huit ans et a touché annuellement près de 80 % des élèves.

Être syndiqué au Sgen-CFDT a-t-il compté dans tes projets ?

• Étant représentant CFDT dans l'établissement, j'étais présent au conseil d'administration. Ainsi, j'ai pu soutenir pas mal d'initiatives et apporter des propositions quand nous évoquions le budget, les consommations, la cantine scolaire. Parmi les collègues investis, certains ont adhéré à la CFDT. Par ailleurs, au sein du Sgen-CFDT Languedoc-Roussillon, nous étions plusieurs militants engagés à peu près en même temps sur ce type d'initiatives et il était intéressant de pouvoir échanger sur nos pratiques. Au

niveau du syndicat régional ou de la fédération Sgen, cela a créé un cadre d'échange qui a pu être très riche.

Peux-tu nous parler de la suite de ton engagement au sein de l'Union régionale interprofessionnelle (Uri) CFDT-Occitanie ?

• Cette expérience m'a beaucoup appris, notamment sur le fait qu'on ne mène pas des projets dans un lieu de travail sans que cela soit collectif. Quand je suis devenu secrétaire général (SG) de l'Uri Languedoc-Roussillon en 2015, l'une des thématiques de son action portait sur la transition écologique. Avec Grégory Martin, alors SG de l'Uri Midi-Pyrénées (puis SG de l'Uri Occitanie en 2017), nous avons participé à la Cop 21 dans la délégation CFDT qui faisait partie de la délégation du syndicalisme international.

Quel rôle joue pour toi la formation dans la mobilisation sur la transition ?

• En 2019, en Uri Occitanie, nous avons proposé une formation – j'en avais rédigé le cahier des charges et Christine Millet, qui vient également du Sgen, s'était chargée de la réalisation pédagogique – dont l'idée était de délivrer un premier niveau d'une formation quand même assez complète pour agir dans son entreprise ou son administration, essayer de comprendre les grands enjeux et de déterminer des leviers d'actions accessibles qui, toujours, mettent en jeu le collectif... tout ceci pour pouvoir préparer un plan d'action. Par la suite, cette formation dispensée a été complètement revue dans le cadre confédéré et elle est maintenant proposée à l'ensemble des militants CFDT. Elle constitue l'un des leviers essentiels pour engager l'éducation dans la transition. On n'imagine pas le nombre de choses que l'on peut faire, avec une vraie plus-value, car dans un établissement scolaire, on peut associer les élèves et cela donne un sens encore plus intéressant si, en même temps qu'on mène un travail pédagogique avec eux, on arrive à montrer aux futurs citoyens qu'il est possible d'agir et d'avoir des résultats • **Propos recueillis par Tristan Brams**

Fabien Guimbretière

Secrétaire national CFDT

Propos recueillis par Tristan Brams

Comment la CFDT envisage-t-elle la transition écologique juste ?

☛ Pour la CFDT, les transitions écologiques, les enjeux climatiques et environnementaux ne sont pas un sujet en plus. C'est un sujet central qui renvoie à plein d'autres choses. La force de la CFDT est de ne pas dissocier l'environnemental du social et de l'économique, de ne pas raisonner en silos. La CFDT veut que cette transition écologique soit juste et socialement responsable. Et pour cela, il faut une coconstruction. C'est une condition de son acceptabilité qui passe par le dialogue social, que ce soit dans le public ou dans le privé. Les espaces pour en discuter sont différents, mais la coconstruction est la condition *sine qua non* pour que la transition écologique soit acceptée et pour faire face à des enjeux énormes qui ne seront pas faciles à surmonter.

Cette transition n'impactera pas tout le monde de la même manière, suivant l'endroit où l'on vit, suivant sa catégorie socioprofessionnelle, ses revenus... La CFDT travaille en prenant en compte, dans un premier temps, les intérêts particuliers des secteurs d'activité. Sa force, cependant, est de faire émerger un revendicatif capable de prendre en compte l'intérêt général. Dans ce domaine, les solutions des uns sont parfois les problèmes des autres – des conflits d'usage, d'intérêt peuvent commencer à s'exprimer et à la CFDT, nous pensons qu'il faut tout mettre sur la table afin de faire émerger un revendicatif commun pour aborder au mieux les enjeux de cette transition.

Comment la CFDT agit-elle ?

☛ Tout d'abord sur le revendicatif, en faisant travailler ensemble dans les structures fédératives nos mandatés « Transition écologique juste », mais aussi dans les comités stratégiques de filières et dans des institutions tels le Comité national de

la transition écologique, le Comité national de la biodiversité... Toutes celles et ceux qui, dans notre réseau, ont une expertise sur le sujet, travaillent à faire émerger ce revendicatif commun.

Mais il faut ensuite que nos militantes et militants puissent s'en saisir. Il y a un travail d'acculturation à faire sur ce sujet qui touche de plus en plus les gens et est de plus en plus au centre des débats. La CFDT a donc lancé « Au travail pour le climat » pour proposer des ressources à nos militants qui agissent dans les entreprises et dans les administrations, des fiches ARC (Accompagnement, Ressources, Conseil²), des formations... Ainsi, chacun et chacune peut se saisir du sujet. Nous venons de renouveler notre détermination en signant l'Accord national interprofessionnel sur les transitions écologiques et le dialogue social (pour le secteur privé). Tous ces éléments doivent nous permettre d'influer dans les administrations publiques comme dans les entreprises, donc de faire émerger un revendicatif pour construire la transition écologique.

Et dans l'enseignement, y a-t-il des enjeux particuliers ?

☛ Les enjeux de la transition écologique sont aussi dans les administrations un enjeu de développement et de représentativité. Je pense que dans l'enseignement, de plus en plus de collègues, notamment chez les jeunes, ont une vraie appétence pour ce sujet, tout en étant peut-être assez éloignés du syndicalisme. Il y a donc là un vrai levier de syndicalisation, de représentativité dont il faut se saisir car les organisations syndicales, et donc la CFDT, sont les mieux placées pour faire avancer ces sujets par le dialogue social.

Le rôle des enseignants est aussi primordial dans la transmission aux élèves parce que l'acculturation en matière de transition écologique pour les plus jeunes passe par

la famille, par leurs relations sociales mais aussi beaucoup par l'École.

Quel rôle le Pacte du pouvoir de vivre joue-t-il dans la transition écologique juste ?

☛ Parmi les propositions du Pacte du pouvoir de vivre³, beaucoup concernent, plus ou moins directement, les transitions écologiques. Par exemple, la rénovation écologique des bâtiments est une préoccupation très fortement portée par le Pacte qui a permis, par la connexion d'ONG, d'organisations syndicales, d'associations, de faire émerger un revendicatif commun. Y parvenir avec autant de parties réunies, cela donne du crédit aux propositions faites. Avancer des propositions, c'est obliger nos interlocuteurs à y répondre, cela compte dans le rapport de force, et c'est là toute la culture CFDT et de l'ensemble des organisations membres du Pacte de pouvoir de vivre.

¹ <https://urlz.fr/mhsJ>

² Pour accéder aux ressources sur la transition écologique juste de la CFDT : <https://urlz.fr/miGO> (accès réservé via le numéro d'adhérent-e)

³ <https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/engagez-vous>



DR